

cinquième rapport d'une série de rapports bisannuels qui mesurent la discrimination fondée sur le genre dans le traitement juridique et en examinent les conséquences économiques. Le FNUAP et son rapport État de la population mondiale 2017 en sont un autre exemple. Il a mis en relief les effets négatifs que les inégalités incontrôlées et la non-protection des droits des femmes les plus pauvres, y compris de leurs droits sexuels et reproductifs, pourraient avoir sur la paix et les progrès vers les objectifs de développement mondiaux.

Affaires mondiales Canada a accordé une subvention de 15 millions de dollars au Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) du CRDI. Cette subvention a permis au Centre de devenir un acteur et un chef de file important dans la communauté mondiale de l'ESEC. En 2017-2018, le Centre a rassemblé les principaux experts internationaux, décideurs, universitaires et représentants de pays à l'occasion de deux événements sans précédent. Le premier était un rassemblement sur le genre et l'ESEC, et le deuxième était une conférence sur les innovations en ESEC. Ils se sont tous deux déroulés en février 2018. De plus, le Centre a :

- apporté son aide à l'établissement du premier Comité des registraires généraux de l'état civil africains;
- apporté une assistance technique au Sénégal et à la Guinée;
- créé un répertoire d'experts en ESEC pour aider les intervenants à renforcer les systèmes d'ESEC afin d'atteindre les objectifs de développement à l'horizon 2030.

En 2017-2018, le gouvernement du Canada a travaillé de concert avec l'Africa Enterprise Challenge Fund pour l'aider à atteindre son objectif, qui consistait à devenir un chef de file dans les investissements axés sur l'égalité des genres en Afrique. (Les investissements axés sur l'égalité des genres consistent à investir en vue d'obtenir un rendement financier tout en tenant compte des avantages pour les femmes.) Cette année, le Fonds a entrepris plusieurs activités en vue d'atteindre cet objectif. On a notamment procédé à l'embauche d'un conseiller en matière d'égalité des genres en affaires et au lancement d'un guichet de financement pour le renforcement du pouvoir économique des femmes, une section

d'un fonds. Il a également rédigé une stratégie sur l'égalité des genres et formé le personnel et les membres du conseil d'administration sur le sujet de l'égalité des genres. Le soutien du Canada était transformateur, et le conseil d'administration et le personnel du Fonds ont applaudi son leadership.

En Colombie, le Canada dirige le Groupe thématique sur l'égalité des genres, qui réunit des donateurs internationaux, des agences des Nations Unies et le gouvernement de la Colombie afin de mettre l'accent sur les problèmes nationaux touchant l'égalité des genres en Colombie. En 2017, le Canada a mené un dialogue politique avec le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et les autorités gouvernementales pour préconiser une politique nationale relative aux femmes rurales. Le Canada a également travaillé avec le Congrès et les partis politiques de la Colombie pour promouvoir une participation accrue des femmes aux élections. Ensemble, ils ont formé plus de 200 journalistes dans cinq régions en vue d'améliorer les comptes rendus au sujet de la violence basée sur le genre et de réduire la revictimisation des victimes de violence sexuelle dans les médias.

Entre 2017 et 2020, Affaires mondiales Canada est en partenariat avec l'Overseas Development Institute, un centre britannique d'études et de recherches qui se penche sur les enjeux du développement international et la question de l'aide humanitaire pour appuyer les recherches sur la manière dont la discrimination fondée sur le genre marginalise les femmes dans les pays en développement. La recherche est axée sur le renforcement du pouvoir économique et la santé sexuelle et reproductive des femmes. Elle cherche à mettre en relief les normes sociales préjudiciables ou discriminatoires et examine de quelle manière elles limitent le potentiel des femmes et des filles par une exclusion sociale, une pauvreté et une vulnérabilité accrues. Les résultats en seront communiqués aux collectivités locales, aux gouvernements, aux organismes de recherche et aux organisations de la société civile, et définiront pour les politiques et les programmes des mesures efficaces pour atténuer ou éliminer les normes sociales préjudiciables et renforcer le pouvoir des femmes et des filles et l'égalité des genres.